

## De janvier à Mars 2006

Le cenadep a organiser de janvier à mars 2006 différentes activités suivantes :  
ACTIVITES DU CENADEP

Janvier- Février- Mars 2006

### 1) REUNION PPP

Les membres du Réseau Ressources Naturelles (RRN), réseau coordonné par le CENADEP- se sont retrouvés du 16 au 18 Février au Centre Lassalien de Kintambo pour la réunion PPP. Ils ont arrêté un certain nombre d'actions à mener sur le terrain ainsi que des stratégies pour réussir ce programme. Notamment :

- Organisation des séances de sensibilisation sur la relation entre les ressources naturelles et le vote utile.
- Rédaction d'un Mémo pour exiger, non seulement, mais aussi le respect du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière et la publication du Rapport parlementaire sur les contrats miniers (cfr. Commission Lutundula) avant la tenue des élections.
- Lancement officiel de la Coalition « Publiez ce que vous payez » à tous les niveaux
- Rédaction d'une pétition sur les pillages des ressources naturelles de la RDC avec objectif de récolter 10.000 à 100.000 signatures.
- Dans le cadre de l'ITIE (Initiative de transparence des entreprises extractives), la société civile s'est engagé à améliorer les stratégies et de mettre en place une planification ITIE/ RDC en vue d'améliorer les capacités des membres pour faire le monitoring sur terrain et de maîtriser la nomenclature des taxes par rapport aux Codes minier et forestier.

Financé par l'Ong hollandaise NIZA, le programme PPP veut simplement dire PAIX, PRINCIPES et PARTICIPATION

### 2) ATELIER SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Tenu du 16 au 18 Février 2006 au Centre d'Accueil Protestant dans la commune de la Gombe, l'atelier avait pour thème :  
« Les violences faites à la femme : obstacle à sa participation à la consolidation de la paix et du développement durable en Rdc »

Organisé à l'initiative du Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP), avec la collaboration du Réseau Action Femme (RAF) et l'appui financier du Partenariat Afrique Canada (PAC), il a connu la participation de 40 délégués venus des Ongs féminines de défense des droits de l'homme, des ministères, des FARDC, de la Police Nationale, des agences du système des Nations Unies ainsi que des médias représentés par le Réseau des journalistes et communicateurs pour la population et le développement (RCP). A la fin des travaux, ils ont arrêté un plan d'action qui passe par la campagne médiatique durant 4 ans au sujet des violences perpétrées sur la femme. Celle-ci devrait cibler les décideurs politiques, chefs religieux, leaders d'opinion et toutes personnes ayant de l'influence pour atteindre toutes les couches de la population. Cette campagne devrait être menée à travers tout le territoire national.

La cérémonie de clôture a connu les interventions de Mme Dorothée Ngolo Gizenga (membre du Pac/Canada), de la coordonnatrice nationale du RAF/RDC, Marie Mossi Mota, et de la coordonnatrice nationale du CENADEP Jeannine Mukanirwa.

### 3) ATELIER SOUS-REGIONAL SUR LA BONNE GOUVERNANCE, TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN AFRIQUE CENTRALE

Les délégués de la Société civile, venus de la République Centre Africaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, de la République du Rwanda, de la République du Burundi et de la République Démocratique du Congo, sont réunis au Glodis Center de Kinshasa, du Jeudi 16 au samedi 18 Février 2006, dans le cadre de la rencontre sous régionale sur « la Bonne Gouvernance, transparence et lutte contre la corruption en Afrique centrale : Mécanismes et stratégies à mettre en place en vue de la participation efficace de la société civile ».

## OBJECTIFS DE L'ATELIER

- Stimuler l'implication effective de la société civile dans la promotion de la transparence ; la gestion saine des ressources publiques et la lutte contre la corruption en Afrique centrale,
- Renforcer les capacités des acteurs de différentes parties prenantes : gouvernement, des acteurs de la société civile, des confessions religieuses et professionnelles des médias en vue de leur participation effective dans la lutte contre la corruption, la promotion et la bonne gouvernance ;
- Créer des relations de confiance entre les dirigeants politiques et les autres parties prenantes de la vie nationale en vue de sécuriser les investissements et stimuler la relance des économies des pays ;
- Élaborer un plan stratégique d'actions à mener par les parties prenantes pour promouvoir la transparence dans la gestion des deniers publics et combattre la corruption en Afrique centrale ;
- Cimentier les bases de la bonne gouvernance avec ses corollaires qui sont : la transparence, la lutte contre l'impunité, la lutte contre la corruption ;
- Mettre en place des mécanismes de suivi de la rencontre régionale (une sorte d'un comité de suivi souple).

## ACQUIS DE L'ATELIER

- Mettre en place un Observatoire sous Régional de la lutte contre la corruption ;
  - Créer une commission ad hoc composé de 6 délégués de six pays ayant pris part à la rencontre sous-régionale de Kinshasa sous la coordination de la République Centrafricaine.
  - Collaborer étroitement et de manière franche avec nos différents Gouvernements pour l'implication effective de la population de la base dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et le respect des règles de bonne gouvernance ;
  - Mettre en place des mécanismes de concertations permanentes de nos différentes sociétés civiles pour pérenniser les acquis de cette rencontre et garantir un partenariat responsable, solide et utile entre les acteurs de la société civile, secteur privé, et le Gouvernement ; Mettre en place des stratégies d'actions communes en vue de la prévention, sensibilisation et moralisation des populations dans le combat de la bonne gouvernance, transparence et la lutte contre la corruption ;
  - Créer des mécanismes de solidarité entre les sociétés civiles de nos pays respectifs visant à favoriser la démocratie, la consolidation de la transparence et la lutte contre la corruption, gage de la stabilité et du développement humain durable ;
- Un plan d'actions par pays et un plan d'actions sous-régional de la Société civile des pays de l'Afrique Centrale

## Communiqué final

Nous,  
Délégués de la Société civile de la République Centre Africaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, de la République du Rwanda, de la République du Burundi et de la République Démocratique du Congo,

- réunis à Kinshasa, au Glodis Center, du Jeudi 16 au samedi 18 Février 2006, en vue de réfléchir sur les stratégies à mettre en place en vue de la participation efficace de la société civile de nos pays respectifs dans la saine gestion des ressources publiques ;
2. Inquiets par l'institutionnalisation de l'opacité et la généralisation de la corruption à différents niveaux dans nos pays respectifs ;
  3. Scandalisés par le paradoxe des richesses appauvrissant qui font que les populations de nos pays croupissent dans la misère en dépit des ressources naturelles dont ces pays disposent ;
  4. Conscients de ce que la gestion opaque des finances publiques n'est pas de nature à favoriser le développement durable et la répartition équitable des richesses nationales en vue de la réduction de la pauvreté et la relance de nos économies extraverties ;
  5. Préoccupés par le retard accumulé par la plupart de pays d'Afrique centrale dans la recherche des voies et moyens pour mettre un terme à la mégestion, l'opacité, la corruption sous toutes ses formes et le respect des règles de bonne gouvernance économique ;
  6. Déterminés à œuvrer pour la promotion de la culture démocratique de rendre comptes dans le chef des dirigeants politiques de nos pays respectifs et promouvoir l'avènement des Etats modernes en Afrique centrale qui favorisent la participation effective d'une société civile indépendante dans la lutte contre la corruption et la promotion de la Bonne Gouvernance ;

a) Nous nous engageons à :

- Mettre en place un Observatoire sous Régional de la lutte contre la corruption ;
- Créer une commission ad hoc composé de 6 délégués de six pays ayant pris part à la rencontre régionale à Kinshasa sous la coordination de la République Centrafricaine avec comme mandat : produire un cadre juridique de l'observatoire, organiser les consultations interactives de la société civile de la sous – région, mobiliser les ressources financières pour l'organisation d'une rencontre de suivi, organiser une rencontre régionale de l'adoption du cadre juridique.
- Collaborer étroitement et de manière franche avec nos différents Gouvernements pour l'implication effective de la population de la base dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et le respect des règles de bonne gouvernance ;
- Mettre en place des mécanismes de concertations permanentes de nos différentes sociétés civiles pour pérenniser les acquis de cette rencontre et garantir un partenariat responsable, solide et utile entre les acteurs de la société civile, secteur privé, et le Gouvernement ;
  - Mettre en place des stratégies d'actions communes en vue de la prévention, sensibilisation et moralisation des populations dans le combat de la bonne gouvernance, transparence et la lutte contre la corruption;
- Créer des mécanismes de solidarité entre les sociétés civiles de nos pays respectifs visant à favoriser la démocratie , la consolidation de la transparence et la lutte contre la corruption, gage de la stabilité et du développement humain durable ;

b) Recommandons :

Aux gouvernements de nos pays respectifs :

- de mettre en place de mécanismes de collaboration tripartites entre l'Etat, le secteur Privé et la Société Civile qui fait régulièrement le point de la situation, les efforts à consentir et les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption et la consolidation des mesures de transparence de la gestion des ressources publiques et lors des passations des marchés publics ;
- d'impliquer la société civile et le secteur privé dans l'élaboration des programmes gouvernementaux et le suivi budgétaire à tous les niveaux de la vie nationale ;

- de disponibiliser l'information à l'intention des acteurs de la société civile sur les recettes perçues pour le compte du trésor particulièrement celles issues des industries extractives et pétrolières pour accroître la confiance dans les institutions établies et favoriser un climat propice à un développement durable de nos pays ;

A la Communauté Internationale : ( Institutions financières internationales notamment la Banque Mondiale , le Fonds Monétaire International, les agences du système des Nations Unies , l'Union Européenne, l'Union Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, la CEMAC...)

- D'apporter un appui conséquent aux organisations de la Société Civile de nos différents pays en vue du renforcement des capacités des leaders du Mouvement associatif en vue de leur implication efficace dans la recherche des voies et moyens pour parvenir à la consolidation de la bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption ;

- Soutenir les initiatives de la Société Civile du sous-région de l'Afrique Centrale en matière de promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et la lutte contre la corruption ; - D'accroître le dialogue politique avec les Gouvernements des pays de l'Afrique centrale en vue de l'instauration de la démocratie, la bonne gouvernance économique et les mécanismes de consolidation de la transparence et des mesures de lutte contre la corruption sous toutes ses formes ;

Saisissons cette opportunité pour présenter nos sincères remerciements à l'Institut de la Banque Mondiale pour son appui financier à cette rencontre sous-régionale qui a permis aux acteurs de la Société Civile des pays de l'Afrique centrale d'esquisser des éléments des plans d'actions nationaux et d'un plan d'actions régional, de ne pas s'arrêter en si bon chemin.

Fait à Kinshasa, le 18 février 2006.

#### 4. FADOC : RESTITUTION DU FORUM SOCIAL DE BAMAKO

Réunis le 28 Février 2006 dans la Salle de Spectacle du Centre Wallonie-Bruxelles, une soixantaine de personnes ont suivi avec intérêt les impressions des participants au Forum Social Mondial de Bamako qui avaient tous un même et seul leitmotiv : la conjugaison des forces pour la concrétisation du Forum Social Congolais. Une surprise était de la partie : les animateurs de la Coalition Dette ont improvisé une saynète sur la dette odieuse. L'assistance a suivi plusieurs interventions dont celles Mlle de Valérie Vandervecken, Représentante de Solidarité Socialiste en République Démocratique du Congo, Victor Nzuzi de la Nouvelle Alternative pour le Développement (N.A.D.), Solange Kambidi de l'UNAF, etc. Cette restitution est la deuxième après celle organisée dans les quartiers populaires de Kinshasa notamment à la Paroisse Saint Eloi de Barumbu où on a noté la présence de plus de 200 organisations communautaires de base.

## 5. JOURNEES DE REFLEXION MEDIAS – SOCIETE CIVILE SUR LE PROCESSUS ELECTORAL

En perspective des élections générales en République démocratique du Congo, il a été organisé, les 7 et 8 mars au Centre d'Accueil Protestant et à l'initiative du Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (Cenadep), de l'Ong Journalistes en Danger (Jed), de l'Union Nationale de Presse du Congo (Unpc) et du Cadre de concertation de la Société civile, deux journées de réflexion sur le thème : « Préalables de la Société civile et des médias pour la réussite de l'éducation civique et électorale en RDC ». La tenue de ces journées ont bénéficié des appuis des organismes ci-après PEPSA –RDC, de Droit et Démocratie –Canada et du FADOC –RDC.

### DECLARATION FINALE

Dans le cadre du programme régional Programme pré - électoral en Afrique australe , PEPSA ; le Centre National d'appui au développement et à la participation populaire, CENADEP ; l'ONG Journalistes en danger (JED) ; l'Union nationale de la presse du Congo, UNPC ; la Ligue nationale pour les élections libres et transparentes, LINELIT ont organisé au Centre d'Accueil Protestant, une journée de réflexion, du 7 au 8 mars 2006, sur « Les Préalables de la Société civile et des médias pour la réussite de l'éducation civique et électorale en RDC » .

Après deux jours d'intenses débats, les participants ont tiré des leçons suivantes :

- Problème d'accès de la Société civile aux médias
- Insuffisance d'émissions dans les programmes d'éducation civique et électorale
- Faible mobilisation des ressources financières pour l'éducation civique et électorale
- Existence des ressources humaines, mais moins d'action en synergie entre les organisations de la société civile et des médias,
- Délai très court vu le temps imparti pour assurer la vulgarisation des textes légaux,
- Faible engagement de l'Etat dans la vulgarisation des textes électoraux,
- Faible collaboration entre la Société civile et les Médias
- Devoir de solidarité et de synergie entre les organisations de la société civile et les médias,
- Prise de conscience des médias en tant qu'acteurs à part entière, besoin de renforcement des capacités des professionnels des médias et renforcement des programmes d'éducation civique,
- Mobilisation des fonds
- Les organisateurs de cette journée vont mettre en œuvre des mécanismes de gestion pour le suivi et l'évaluation du programme d'éducation civique et électorale.

Des ces leçons il se dégage des éléments d'un plan d'actions concertées ci-après :

- 1) Concertations préalables entre les médias sous l'égide de l'UNPC suivies d'un appel à l'engagement citoyens des professionnels des médias publics pour respecter la neutralité ;
- 2) Concertations permanentes entre les organisations de la société civile,
- 3) Capacitation des médias : renforcement des capacités des professionnels des médias et formation – information, sensibilisation ;
- 4) Organiser des sessions de formation des formateurs regroupant société civile et médias sur les outils pédagogiques et modules de formation,
- 5) Dissémination de l'information, formation et sensibilisation de la population par les Conférences privilégiant l'approche populaire (marché, églises...)
- 6) Nécessité d'avoir des actions concertées avec les médias et société civile notamment par la création d'un programme d'éducation civique et électorale à diffuser simultanément sur les différentes chaînes.
- 7) Actions de plaidoyer et lobbying en direction des partenaires pour accélérer la promulgation de la loi électorale et ses mesures d'application et la disponibilisation des moyens conséquents pour la réussite l'éducation civique et électorale à travers le pays.
- 8) Large vulgarisation de la loi électorale sur toute l'étendue du pays ;
- 9) l'engagement de travailler en synergie médias – société civile notamment dans la méthodologie de la production des outils pédagogiques

Eu égard à ce qui précède, les participants ont formulé des recommandations suivantes :

- Créer des mécanismes visant la concertation permanente entre les organisations de la société civile et des professionnels des médias sur les opérations électorales ;
- A la Haute Autorité des médias de faciliter la tâche des professionnels des médias en se limitant à son rôle de régulateur pour la réussite de l'éducation civique et électorale sur l'ensemble du pays ;
- Aux partenaires de soutenir les organisations de la société civile et les médias dans la campagne d'éducation civique et électorale en vue de la réussite du processus électoral en République démocratique du Congo ;
- A la Commission Électorale indépendante et aux autres partenaires de disponibiliser à temps des différents outils pédagogiques pour la réussite de la campagne d'éducation civique et électorale sur l'ensemble du pays ;
- Encourager les organisations de la société civile et les médias à exploiter des structures de communication existantes pour la dissémination de l'information et l'éducation électorale.

Fait à Kinshasa, le 8 mars 2006

Les participants

## 6. ATELIER NATIONAL DE FORMATION DES FACILITATEURS DU RRN EN CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE

Plus d'une trentaine de membres du Réseau Ressources Naturelles ont participé à l'atelier national de formation des facilitateurs du RRN en cartographie participative. Cet atelier a eu lieu à Kisangani dans la Province Orientale, plus précisément au Centre Mgr Grison à Simi-Simi. L'objectif était de former de personnes qui vont partir sur le terrain, dans différentes provinces de la RDC pour aller auprès des communautés, les assister et les aider à élaborer des cartes de ces territoires, des cartes qui montreront les ressources qu'elles utilisent sur leurs territoires.

L'atelier de Kisangani a été facilité en grande partie par le Centre pour l'environnement et le développement (Ced) de Yaoundé (Cameroun). La méthodologie consistait à effectuer des descentes sur le terrain, de discuter avec les communautés locales et réaliser avec la cartographie participative, aider les populations locales à élaborer une esquisse d'une carte des territoires communautaires après avoir effectué les relevés des données Gps.

L'atelier de Kisangani a été facilité en grande partie par le Centre pour l'environnement et le développement (Ced) de Yaoundé (Cameroun). La méthodologie consistait à effectuer des descentes sur le terrain, de discuter avec les communautés locales et réaliser avec la cartographie participative, aider les populations locales à élaborer une esquisse d'une carte des territoires communautaires après avoir effectué les relevés des données Gps.

## 7. LA SOCIÉTÉ CIVILE ECHANGE AUTOUR DE L'APPROCHE « MAEP »

Une trentaine de responsables de la société civile et mouvements associatifs congolais ont échangé mercredi dernier autour du concept Maep (mécanismes africains d'évaluation par les pairs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) et le rôle de la société civile africaine. Cadre, le Centre d'accueil protestant (cap). A cette occasion, une restitution a été faite par le directeur général du Cenadep, Baudouin Hamuli Kabaruza, sur la réunion de la société africaine au sujet du Maep organisé à Addis-Abeba avec l'appui du Partenariat Afrique-Canada. Au terme des échanges avec les participants, plusieurs recommandations ont été formulées, entre autres, au gouvernement, au parlement, au secteur privé tout comme à la presse pour aider la société congolaise à s'approprier le nouveau concept. « Pour que l'exercice du Maep soit une réussite, il est important de plaider en faveur d'une plus grande implication de la presse », a dit Hamuli.

### QUID DU MAEP ?

Le mécanisme d'évaluation par les pairs « Maep » est un instrument établi suite à un accord mutuel auquel adhèrent volontairement les Etats membres de l'Union africaine. C'est un mécanisme d'auto-évaluation destiné à valoriser l'adoption de politiques, de normes et des pratiques qui conduiront à la stabilité politique, à une croissance économique accrue, au développement durable, à une intégration économique régionale et continentale accélérée grâce à un

échange d'expériences, au renforcement des méthodes et pratiques qui ont fait leurs preuves, y compris l'identification des insuffisances et la définition des besoins des pays participants en matière de renforcement des capacités ».

Le Maep se veut être un outil qui permet une bonne collaboration de tous les acteurs du développement de l'Afrique pour assurer une meilleure transparence dans la gestion des affaires, un outil qui participe au renforcement de la bonne gouvernance en Afrique et à l'évaluation du niveau de développement socio- économique des Etats. Ses évaluations doivent, dans tous les cas, être suivies d'un plan d'action qui engage les Etats dans une dynamique de résolution de problèmes identifiés.

Par ailleurs, il sert d'argument de poids aux responsables du Nepad pour convaincre la communauté internationale du sérieux et de l'engagement de l'Afrique dans son nouveau combat. Il se présente aussi comme un outil à la disposition des pays africains pour créer des cadres de concertation viables et durables aux fins d'identifier s'attaquer aux priorités dégagées par l'ensemble des acteurs nationaux que sont le gouvernement, le secteur privé et la société civile. Et ce, vue de favoriser une culture de dialogue politique.